

Comment les mères du Kazakhstan ont formé un mouvement de protestation - et ce qu'elles veulent

mardi 24 janvier 2023, par [SHAPAGAT Aigerim](#) (Date de rédaction antérieure : 24 janvier 2023).

Les mères affirment avoir été les premières à descendre dans la rue lors des manifestations de janvier, les plus importantes et les plus violentes de l'histoire post-soviétique du pays

C'est le soir à Nur-Sultan, la capitale du Kazakhstan, et une longue file de femmes et d'enfants se tient devant un complexe résidentiel d'élite. Ils attendent que les portes vitrées d'un bureau s'ouvrent. Le bureau est inhabituel. Il n'a pas de meubles mais contient un assortiment de trotinettes, de bicyclettes et de jouets pour enfants. Une douzaine de machines à coudre tapissent les murs.

« C'est notre centre d'adaptation et de resocialisation pour les familles nombreuses », me dit la militante Botagoz Shynykulova en déverrouillant la porte. « Nous ne l'avons ouvert que récemment ».

Huit familles vivent dans le centre. Certaines ont perdu leur maison dans des incendies, d'autres ont déménagé de la campagne. Ce qui unit ces femmes, c'est leur participation à un nouveau mouvement militant de protestation au Kazakhstan. Ce sont des mères de famille nombreuse qui se battent pour obtenir de l'État un logement décent et des prestations sociales.

« Depuis trois ans, nous allons à l'encontre de tout le système », dit Shynykulova. Les locaux sont le cadeau d'un « sponsor » dont le nom ne peut être rendu public. Elle ajoute : « Et nous ne faisons plus confiance à personne, car pendant tout ce temps, nous avons été trahis et vendus tant de fois, et nos paroles ont été déformées. »

Shynykulova poursuit en disant qu'elle « ne sait pas quel genre de personne » je suis. « Après notre entretien, un agent du KNB [un employé du Comité de sécurité nationale du Kazakhstan] pourrait venir vous voir et vous proposer 100 000 dollars pour ne pas publier l'article. »

Il se trouve que je ne suis pas approché par le KNB, mais la prudence de Shynykulova est compréhensible.

Le président de longue date Nursultan Nazarbayev et son successeur Kassym-Jomart Tokayev ont tous deux marginalisé les voix dissidentes au Kazakhstan. En janvier, de vastes manifestations publiques concernant le prix du gaz se sont terminées par une répression sanglante.

Tragédie

Tout a commencé il y a trois ans, par une tragédie dans la banlieue de Nur-Sultan. Cinq filles de la

famille Siter sont mortes dans l'incendie de leur maison, un abri temporaire chauffé au charbon, alors que leurs parents étaient au travail. L'aînée avait 12 ans, la plus jeune neuf mois. Les funérailles ont attiré des centaines de personnes, tandis que des milliers de personnes sont venues protester contre un système qui ne permet pas de fournir un logement adéquat et des allocations familiales aux familles nombreuses dans le besoin. Plusieurs milliers de mères kazakhes se sont unies dans la rage et le chagrin sur Telegram et WhatsApp.

Depuis lors, les familles nombreuses organisent régulièrement des rassemblements de protestation, qui sont presque toujours non sanctionnés et se terminent généralement par l'intervention de la police anti-émeute. Lorsque les femmes refusent de quitter les manifestations, la police les emmène. Les manifestants ont également assiégé des bureaux gouvernementaux et dressé des piquets de grève lors d'événements officiels. Une fois, elles ont même occupé le refuge pour animaux de la capitale kazakhe.

Cette résistance farouche distingue les « mères de nombreux enfants », comme on les appelle, parmi les mouvements de protestation du Kazakhstan.

« Nous avons une façon de faire les choses : lorsqu'ils essaient d'arrêter l'une d'entre nous, nous courons toutes ensemble vers elle, et [les forces de sécurité] courent également en foule pour protéger les leurs », explique Bayan Miras, une entrepreneuse et mère de six enfants.

« Vous attendez, vous espérez, vous croyez à ces promesses que l'on va vous offrir un emploi. La rancœur commence à mûrir, puis la colère et la haine. Tout cela s'accumule, et puis les émotions prennent le dessus ».

Lyazzat Karakoyshina, une mère célibataire de sept enfants, raconte qu'elle a déménagé avec ses enfants dans le centre après avoir demandé du travail au maire de Nur-Sultan, Altai Kulginov. Elle avait besoin de cet argent pour payer son hypothèque, mais aucune aide ne s'est matérialisée depuis un an que Kulginov a promis de l'aider.

« Vous demandez pourquoi nous nous disputons constamment ? » dit Karakoyshina, les larmes aux yeux. « Vous attendez, vous espérez, vous croyez à ces promesses que l'on va vous offrir un emploi. Le ressentiment commence à mûrir, puis la colère et la haine. Tout s'accumule, et puis les émotions prennent le dessus, et la personne explose. »

Miras ajoute qu'elle ne quitte jamais une manifestation sur ses pieds. « Sept ou huit personnes doivent me soulever. Je me bats et je résiste jusqu'au bout. »

Le versement des allocations

L'un des principaux points de discorde pour ces femmes est le versement des allocations familiales. En 2019, dernière année de la présidence de Nazarbayev, les autorités ont introduit une aide sociale ciblée. Celle-ci prévoyait 21 000 tenges (45 £ au taux de change d 2019) pour chaque enfant d'une famille nombreuse. Mais lorsque Tokayev a pris le pouvoir, l'allocation a été limitée aux familles sous le seuil de pauvreté et les montants variaient en fonction du revenu des bénéficiaires.

Ce changement a durement touché les familles nombreuses. Plusieurs « mères de nombreux enfants » affirment que pendant les dix mois où l'État leur a versé une somme forfaitaire de 21 000 tenges, les familles ont pu quitter les datchas, les conteneurs d'expédition, les sous-sols et les dortoirs où elles vivaient dans de terribles conditions. Elles ont pu louer un logement décent, et certaines ont même décidé de demander un prêt hypothécaire. Mais lorsque les allocations familiales ont commencé à être soumises à des conditions de ressources, les familles dépassant le seuil de pauvreté ont été contraintes de rendre l'argent qu'elles avaient reçu.

Karakoyshina dit qu'elle a dû rendre 340 000 tenges (632 livres sterling) à l'État après que le ministère du travail et de la protection sociale du Kazakhstan a engagé une procédure judiciaire contre elle. Shynykulova, qui dirige le centre, ajoute : « L'État a de l'argent pour la célébration des anniversaires, pour les voitures officielles coûteuses et les projets de construction grandioses, mais il ne verse pas d'allocations normales aux familles nombreuses. »

Selon la sociologue Tatyana Rezvushkina, l'élite politique du Kazakhstan est trop éloignée de la vie des citoyens ordinaires pour comprendre leurs problèmes.

Cooptation

Certains signes montrent que l'État tente de coopter les manifestants.

Miras, la fouguese mère de six enfants, évoque la fondation spéciale pour les mères ouverte par la mairie de Nur-Sultan après les manifestations de 2019. Cette fondation fournit de l'argent et une certaine assistance humanitaire aux femmes. Elle appelle cela une tentative de « payer » les mères, et dit qu'il y a des preuves anecdotiques que le mouvement pourrait se diviser dans les années qui ont suivi l'incendie qui a tué les sœurs Siter. Selon les militants, les six associations de mères du Kazakhstan ne comptent ensemble que 123 membres.

M^{me} Miras explique que son organisation, Otan-Ana Birliigi, qui signifie unité de la patrie, a refusé de coopérer avec la mairie en raison de l'image officielle de la demande d'aide des mères « comme si nous demandions des privilèges spéciaux ». Le résultat est que les « mères de nombreux enfants » ont acquis une réputation de nécessiteuses et d'exigeantes.

« Après avoir traversé tout cela et réalisé qu'il est inutile de demander quelque chose à l'État, nous avons créé une association publique, mais nous n'avons pas pour objectif de faire de l'argent sur le dos des familles nombreuses ; nous voulons qu'elles se débrouillent », dit-elle...

« Les autorités ne le disent pas directement, mais elles y font allusion à chaque fois : n'allez pas trop loin, sinon vous vous retrouverez sans rien ».

Zulfiya Baysakova, qui, en tant que responsable de l'ONG Union des centres de crise, travaille depuis plus de 20 ans pour les droits des femmes et des enfants, estime que l'État encourage les comportements problématiques avec le versement des allocations.

« Quand ils distribuent de l'argent, que se passe-t-il ? Bien sûr, les gens s'y habituent et pensent : aujourd'hui ils ont donné 300 000, mais demain je veux 200 000 et après-demain encore 50 000 - il suffit de crier assez fort », commente Baysakova.

Elle note que l'État met en place des centres de soutien aux familles - avec des avocats, des psychologues et des travailleurs sociaux. Selon M^{me} Rezvushkina, l'État devrait soutenir les familles en leur fournissant des services, plutôt que de l'argent.

Le mouvement des « mères de nombreux enfants » a de nettes différences idéologiques avec le mouvement féministe du Kazakhstan. Miras déclare que « [les féministes] ont des objectifs complètement différents - LGBT et autres choses du genre. Nous n'approuvons pas les parades gay »

Première à protester

Les mères militantes auxquelles j'ai parlé estiment que leur combat n'est pas politique. Shynykulova déclare : « Nos préoccupations ne concernent que la politique sociale. »

Malgré cela, elles affirment avoir été les premières à « sortir » le 4 janvier, lorsque les manifestations les plus importantes et les plus violentes de l'histoire post-soviétique du Kazakhstan ont commencé.

« Nous avons été les premières à protester dans la capitale », déclare Miras, se rappelant qu'elle se trouvait devant le bureau du maire à Nur-Sultan à 11 heures le 4 janvier. Les mères ont été immédiatement placées en détention, ajoute-t-elle.

Le lendemain, les mères ont manifesté dans un centre commercial et ont de nouveau été arrêtées aux côtés de militants du parti politique anti-Nazarbaïev, le Choix démocratique du Kazakhstan, que les autorités ont désigné comme extrémiste.

La conversation avec le groupe de mères a duré plus de deux heures. Les femmes doivent maintenant partir pour s'occuper de leur famille. Elles sont à la porte lorsque je me souviens d'une question clé : après les événements de janvier, pensent-elles que les familles nombreuses pourraient devenir le cœur de la prochaine protestation ?

L'une d'entre elles prend la parole : « Beaucoup de femmes ont peur car nous sommes sanctionnées pour chaque mot prononcé ».

Elle ajoute : « Les autorités ne le disent pas directement, mais elles laissent entendre à chaque fois : n'allez pas trop loin, sinon vous n'aurez plus rien. »

Aigerim Shhapagat

P.-S.

- Entre les lignes entre les mots. 24 janvier 2023 :
<https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/2023/01/24/comment-les-meres-du-kazakhstan-ont-forme-un-mouvement-de-protestation-et-ce-que-elles-veulent/>
- Source : Aigerim Shhapagat
<https://www.opendemocracy.net/en/odr/kazakhstan-mothers-large-families-protest-movement/>